



SOUS-PREFECTURE D'APT

ARRETE COMPLEMENTAIRE

N° 123 du 12 octobre 2004

**modifiant l'arrêté n° 30 du 31 mars 2003 autorisant la Société KERRY
Ingrédient France à exploiter l'ensemble des activités de son établissement
d'APT**

**Le Préfet de Vaucluse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

- VU** la partie législative du code de l'environnement, annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, et notamment le titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU** la nomenclature des installations classées annexée au décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 30 du 31 mars 2003 autorisant la Société KERRY APTUNION à exploiter l'ensemble des activités de son établissement d'APT ;
- VU** la demande présentée par Monsieur Albert MAC QUAID, directeur de KERRY Ingrédients France par courrier du 11 juin 2004 ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 9 août 2004 ;
- VU** l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène de Vaucluse lors de sa séance du 16 septembre 2004 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SI2004-08-18-0060-PREF du 18 août 2004, portant délégation de signature à M. Michel GILBERT, Sous-Préfet d'APT ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'APT ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Le 1^{er} alinéa de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° 30 du 31 mars 2003 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les installations sont aménagées conformément aux plans et indications techniques contenus dans les dossiers de demande du 21 octobre 2002, des 5 et 27 janvier 2004, et du 11 juin 2004 en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

ARTICLE 2 :

A l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral précité, le niveau d'activité pour la rubrique 2925 de la nomenclature passe à 80 kW.

ARTICLE 3 :

L'entrepôt de GR1 ne peut pas servir à stocker des produits combustibles. Il est destiné à stocker des pallox de bigarreaux conservées en saumure.

Pour stocker des produits combustibles dans cet entrepôt, l'exploitant devra déposer à la Sous-Préfecture d'APT un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conforme aux articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié concernant l'augmentation du volume d'entrepôts soumis à la rubrique 1510.

ARTICLE 4 :

Les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions qui lui sont contraires dans l'arrêté n° 30 du 31 mars 2003.

ARTICLE 5 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 :

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie d'APT, pendant une durée d'un mois. Un procès verbal constatant l'accomplissement de cette formalité devra être adressé à la Sous-Préfecture d'APT par le Maire d'APT.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.


Une copie du présent arrêté sera conservée dans les archives de la mairie pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un avis sera inséré par les soins du Sous-Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de Vaucluse.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'Apt, les Maires d'APT et GARGAS, le commandant du Groupement de Gendarmerie de Vaucluse, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée au requérant par les soins de Monsieur le Maire d'APT. Une ampliation du présent arrêté sera également adressée à Mesdames et Messieurs le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Régional de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Équipement, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Chargé de Mission Régionale de l'Institut National des Appellations d'Origine, l'Architecte des Bâtiments de France, le Président du Parc Naturel Régional du Luberon, ainsi qu'aux services de la Mission inter-services sur l'eau et de la Mission d'expertise et de suivi des épandages.

Copie certifiée conforme
Le secrétaire général


Patrick MIKE



APT, le 12 octobre 2004
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,


Michel GILBERT